

Our Request for Fair, Effective and Predictable Carbon Pricing

CCL Canada is asking for a fair, effective, and predictable Carbon Fee and Dividend policy. Our recommendations are based on evidence and the need for a transparent, multi-year and comprehensive framework for carbon pricing

Appreciation: We appreciate that the [Greenhouse Gas Pollution Pricing Act](#) is revenue-neutral and provides direct dividends to households. We also recognize and appreciate Canada's role as a leader on carbon pricing on the world stage and the recent "[Canadian Net-Zero Emissions Accountability Act](#)" (C-12).

The Urgency: In 2018 and 2019, the Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC) published [three special reports](#) for policy-makers. These reports unequivocally state that time is running out. But, they also indicated that with the right policies, including pricing carbon as a core component of a cost-effective climate plan, countries like Canada can become leaders in tackling the climate emergency.

Progress: In the past four years, Canada has made real progress. The federal government and at least [500](#) Canadian municipalities have declared a [climate emergency](#). The federal government committed to a time-line for [peer-review of 'inefficient fossil fuel subsidies'](#). The federal government must follow through on this [commitment](#). The federal government also put a national price on carbon pollution while protecting low and middle-income Canadians. From the federal backstop carbon price, [80% of households come out ahead](#), a finding confirmed by the [Parliamentary Budget Office](#) and [others](#). The government committed to [net-zero by 2050](#), and is looking towards [border carbon adjustments](#). Now with Joe Biden as president-elect of the USA, carbon pricing may become mainstream globally too.

The Opportunity: Implementing the appropriate policies, including Carbon Fee and Dividend as a [core component of a cost-effective climate plan](#), will save lives, improve health, conserve nature, promote equity and position Canada to capture part of the [26 trillion dollar opportunity](#) in climate-smart growth by 2030. Tellingly, [27 Nobel Prize-winning economists](#) and [thousands of economists worldwide](#) support Carbon Fee and Dividend. In Canada, Carbon Fee and Dividend has been endorsed by Canadians for Clean Prosperity, Canada's Ecofiscal Commission and the [Postmedia](#) editorial board.

OUR RECOMMENDATIONS

1. Canada must gradually increase the national carbon price past 2022 in the range of \$10-20 tonne per year until we achieve evidence-based greenhouse gas (GHG) emissions targets.

2. The carbon price must continue to be revenue-neutral. We must receive our [Climate Action Incentive](#) rebates at least twice yearly through a dividend cheque or a direct deposit.
3. The carbon price must be economy-wide with minimal, principled exceptions. All measurable GHGs must be priced.
4. We appreciate that Canada's Output-Based Pricing System for large emitters is providing a market signal to reduce GHG emissions and protects vulnerable industries from unfair foreign competition. Since we also need mechanisms to encourage foreign countries to adopt their own carbon fees, we view the Output-Based Pricing System as temporary. Specifically, we recommend that Parliament study the implementation of [Border Carbon Adjustments](#), work with the European Union and hopefully the USA, in the design of [their Border Carbon Adjustments](#). In the meantime, we need [natural-gas produced electricity](#) to be removed from the Output-Based Pricing System and pay the full carbon price.
5. CCL's stance has always been one carbon pricing policy for all of Canada. However, if the provinces and territories proceed to create their own solutions, we advise that the Canadian Federation agree upon carbon pricing equivalencies between jurisdictions in order to ensure our Border Carbon Adjustments comply with international trade law.
6. We recommend a framework for cross-party cooperation through legislation of science-based GHG targets and successive short term GHG budgets, with mandatory public reporting on progress in meeting these targets and budgets. The [United Kingdom's Climate Change Act 2008](#) provides an example of legislation that implements these concepts. The climate accountability laws must include mitigation, adaptation, equity, burden-sharing, and a just-transition for all.

A Final Word: The societal wealth we enjoy was made possible with fossil fuels. As we transition into a carbon-neutral economy, unprecedented, timely, and evidence-based action is needed. For a liveable world, please consider working with us to champion one or more of these recommendations.

Demande d'une tarification du carbone équitable, efficace et prévisible

LCC Canada demande une politique équitable, efficace et prévisible en matière de redevances et de dividendes sur le carbone. Nos recommandations sont fondées sur des données probantes et sur la nécessité d'un cadre transparent, pluriannuel et complet.

Appréciation: Nous apprécions vraiment que la loi sur la tarification de la pollution par les gaz à effet de serre soit neutre sur le plan des revenus et qu'elle fournisse des dividendes directs aux ménages. Nous reconnaissons et apprécions également le rôle du Canada en tant que leader de la tarification du carbone sur la scène internationale et la récente Loi canadienne sur la responsabilité en matière de carboneutralité (C12).

L'urgence: En 2018 et 2019, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a publié trois rapports spéciaux destinés aux décideurs politiques. Ces rapports affirment sans équivoque que le temps presse. Ils indiquent également qu'avec les bonnes politiques, dont la tarification du carbone comme élément central d'un plan climatique rentable, des pays comme le Canada peuvent devenir des leaders dans la lutte contre le changement climatique.

Progrès: Au cours des quatre dernières années, le Canada a fait de réels progrès. Le gouvernement fédéral et au moins 500 municipalités canadiennes ont déclaré une urgence climatique. Le gouvernement fédéral s'est engagé à établir un calendrier pour l'examen par les pairs des "subventions inefficaces aux combustibles fossiles", un engagement qui devrait être respecté. Le gouvernement fédéral a également mis un prix national sur la pollution au carbone tout en protégeant les Canadiens à faible et moyen revenu. Grâce au prix du carbone fixé par le gouvernement fédéral, 80 % des ménages sont gagnants, un résultat confirmé par le Bureau parlementaire du budget et d'autres organismes. Le gouvernement s'est engagé à atteindre un zéro net d'ici 2050 et envisage des ajustements de carbone aux frontières. Désormais, avec Joe Biden en tant que président élu des États-Unis, la tarification du carbone pourrait également devenir courante dans le monde.

L'opportunité: La mise en œuvre des politiques appropriées, y compris la redevance et le dividende sur le carbone comme élément central d'un plan climatique rentable, permettra de sauver des vies, d'améliorer la santé, de préserver la nature, de promouvoir l'équité et de positionner le Canada pour qu'il puisse saisir une partie des 26 000 milliards de dollars de possibilités de croissance intelligente sur le plan climatique d'ici 2030. Il est révélateur que 27 économistes lauréats du prix Nobel et des milliers d'autres économistes dans le monde entier soutiennent le programme de redevances et de dividendes sur le carbone. Au Canada, cette initiative a reçu l'aval de Canadians for Clean Prosperity, de la Commission de l'écofiscalité du Canada et du comité de rédaction de Postmedia.

NOS RECOMMANDATIONS

1. Le Canada doit augmenter progressivement le prix national du carbone après 2022 dans une fourchette de 10 à 20 \$ par année jusqu'à ce que nous atteignons les cibles d'émissions de gaz à effet de serre (GES) fondées sur des données probantes.
 2. Le prix du carbone doit continuer à être neutre sur le plan des recettes. Nous devons recevoir nos paiements de l'incitatif à agir pour le climat au moins deux fois par an par le biais d'un chèque de dividende ou d'un dépôt direct.
 3. Le prix du carbone doit s'appliquer à l'ensemble de l'économie, avec un minimum d'exceptions fondées sur des principes, et tous les gaz à effet de serre (GES) mesurables doivent être tarifés.
 4. Nous apprécions le fait que le système de tarification fondé sur le rendement (OBPS) donne un signal de marché pour la réduction des émissions de GES et protège les industries vulnérables de la concurrence étrangère déloyale. Comme nous avons également besoin de mécanismes pour encourager les pays étrangers à adopter leurs propres droits d'émission de carbone, nous considérons le OBPS temporaire. Nous recommandons au Parlement d'étudier la mise en œuvre des tarifs carbone à la frontière, de travailler avec l'Union européenne et, espérons-le, les États-Unis, dans la conception de leurs ajustements carbone à la frontière. Dans l'intervalle, nous avons besoin que l'électricité produite à partir de gaz naturel soit retirée du système de tarification basé sur la production et paye le prix intégral du carbone.
 5. La position du LCC a toujours été une politique de tarification du carbone pour l'ensemble du Canada. Toutefois, si les provinces et les territoires créent leurs propres solutions, nous conseillons à la Fédération canadienne de s'entendre sur des équivalences de prix du carbone entre les juridictions afin de mettre en place des ajustements frontaliers du carbone qui soient conformes au droit commercial international.
 6. Nous recommandons un cadre de coopération entre les parties par le biais d'une législation sur les objectifs scientifiques en matière de GES et de budgets successifs à court terme pour les GES, avec des rapports publics obligatoires sur les progrès accomplis dans la réalisation de ces objectifs et budgets. Le Climate Change Act 2008 du Royaume-Uni fournit un exemple de législation qui met en œuvre ces concepts.
- Le mot de la fin:** La richesse sociétale dont nous jouissons a été rendue possible grâce aux combustibles fossiles. Alors que nous passons à une économie neutre en carbone, des mesures sans précédent, opportunes et fondées sur des preuves sont nécessaires. Pour un monde vivable, veuillez envisager de travailler avec nous pour défendre une ou plusieurs de ces recommandations.